



*Pour la visibilité sociale et politique des  
femmes de la diversité sexuelle*

*COMMUNIQUÉ DE PRESSE :  
Pour diffusion immédiate*

**Reconnaissance du terme lesbophobie dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités***

Montréal, 17 mai 2021 - En ce 17 mai 2021, Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, le Réseau des lesbiennes du Québec souhaite souligner l'inclusion du terme **lesbophobie** dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*.

Depuis près de 25 ans, le Réseau des lesbiennes du Québec œuvre à faire reconnaître le terme lesbophobie auprès de différentes instances gouvernementales, mais aussi communautaires. La lesbophobie, spécifique aux enjeux des femmes de la diversité sexuelle, démontre les impacts engendrés par le fait d'être une femme (sexisme) qui aime les femmes (homophobie) dans une société ou le patriarcat et l'hétéronormativité dominant. Grandement invisibilisé et toujours ostracisé, le terme lesbophobie est rarement utilisé dans le vocabulaire courant. Cela démontre l'invisibilisation, voire la banalisation, des violences faites aux femmes. Le fait d'inclure le terme lesbophobie dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* est un engagement social important de la Ville de Montréal envers les communautés lesbiennes et nous désirons, par la présente, saluer le caractère pionnier de l'administration Plante.

Enfin, aujourd'hui, le Réseau des lesbiennes du Québec accueille plus que favorablement, ce premier engagement promu par la Ville de Montréal afin que la lesbophobie ne soit plus invisible. Cette action est une reconnaissance des violences sexistes et homophobes commises envers les femmes de la diversité sexuelle. Le premier pas a été effectué par la Ville de Montréal qui a modifié sa *Charte montréalaise des droits et responsabilités* pour y inclure les discriminations fondées sur l'identité et l'expression de genre, la lesbophobie et la transphobie, parmi les formes de discriminations qu'elle combat. Nous espérons que d'autres paliers gouvernementaux suivront cet exemple, qui constitue une avancée notoire.

Cordialement,

Julie Antoine,  
Directrice générale du Réseau des lesbiennes du Québec

**RLQ-QLN**

C.P. 6, Succ. C, Montréal, QC H2L 4J7 | (438) 929-6928 | dg@rlq-qln.ca | www.rlq-qln.ca